

Les économies du Golfe et la transition énergétique. Vers une ère post-pétrolière ?

Par **Hugo Le Picard**

Hugo Le Picard est chercheur au Centre Énergie et Climat de l'Iri.

Les économies des pays du golfe Arabo-Persique sont très dépendantes du pétrole qu'elles exportent surtout vers l'Asie. Cette source d'énergie – considérée comme partiellement responsable du réchauffement climatique – est amenée à être de moins en moins demandée. Les États de la région anticipent les conséquences de cette baisse de la demande en cherchant à diversifier leur économie. Ils investissent dans les énergies moins polluantes comme le gaz et les centrales solaires.

politique étrangère

L'enjeu énergétique et climatique au Moyen-Orient est un concentré de superlatifs. La région abrite les principales réserves mondiales de pétrole et de gaz. Elle produit le tiers du pétrole consommé dans le monde, mais doit faire face à une concurrence accrue, des producteurs nord-américains notamment. La région compte des États comme l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) ou encore le Qatar, qui font partie des plus importants émetteurs de CO₂ par habitant au monde. Leur consommation d'énergie ne cesse de croître, favorisée par des subventions aux énergies fossiles qui sont parmi les plus élevées du monde. La consommation d'eau par habitant y bat des records et sa principale source, le dessalement, est particulièrement énergivore. La croissance économique et démographique s'y traduit par des besoins nationaux en électricité croissants. La région est aussi directement exposée au réchauffement climatique, soumise à un stress hydrique de plus en plus important. Face à cela l'ensoleillement forme un potentiel immense de production d'électricité solaire mais les mix électriques restent encore aujourd'hui largement dominés par les énergies fossiles.

Alors que l'urgence climatique se renforce chaque jour, que la gouvernance du climat appelle à une hausse des contributions climatiques nationales pour la COP26 de la fin 2020, comment les États rentiers producteurs de pétrole du Moyen-Orient envisagent-ils la diversification de

leurs économies et de leurs systèmes énergétiques ? L'Arabie Saoudite et les EAU, par ailleurs exposés à de fortes tensions géopolitiques, ont-ils des ambitions réalistes ? Et mettent-ils en place des politiques crédibles pour faire face à ce qui pourrait être le début d'une ère post-pétrolière ?

Des économies centrées sur l'industrie pétrolière

Le Moyen-Orient possède les plus importantes réserves prouvées¹ de pétrole, estimées en 2018 à plus de 836 milliards de barils de pétrole (Gbbl), soit presque la moitié des réserves mondiales. Celles-ci sont principalement concentrées en Arabie Saoudite (297,7 Gbbl), en Iran (155,6 Gbbl), en Irak (147,2 Gbbl), au Koweït (101,5 Gbbl), aux EAU (97,8 Gbbl) et au Qatar (25,2 Gbbl). La région représente plus du tiers de la production mondiale de liquides d'hydrocarbures, soit environ 31 millions de barils par jour (mb/j), produits en majeure partie par l'Arabie Saoudite, qui avait en 2018 une production journalière moyenne d'environ 12,3 mb/j, suivie par l'Irak (4,7 mb/j), l'Irak (4,6 mb/j), et les EAU (3,9 mb/j)².

La baisse des prix du pétrole, qui ont entamé une chute fin 2014 avant de se ressaisir partiellement courant 2016, a dévoilé la fragilité et la vulnérabilité du modèle économique d'État rentier des monarchies du Golfe. Les EAU et l'Arabie Saoudite ont vu les revenus de leurs exportations et leurs recettes publiques diminuer. La subvention de leur consommation interne d'énergie a, de plus, contribué à creuser les déficits publics.

L'Arabie Saoudite est la première économie de la région, avec un produit intérieur brut (PIB) estimé à environ 779 milliards de dollars en 2019. L'économie saoudienne est très dépendante des hydrocarbures : le pétrole représentait presque 67,9 % du revenu de l'État en 2019. Pendant la période de déclin des prix du pétrole, après juin 2014, les revenus du gouvernement saoudien sont passés de 307,6 milliards de dollars en 2013 à moins de 138,7 milliards de dollars en 2016³. Pour faire face à cette baisse, les dépenses publiques non militaires ont été réduites. Dans un contexte régional tendu, suite au déclenchement de la guerre au Yémen, les dépenses militaires saoudiennes ont en revanche augmenté⁴. La croissance économique saoudienne a chuté, est passée de 4,1 % en 2015, à

1. Les réserves prouvées correspondent à la quantité de ressources estimées qui ont une probabilité de plus de 0.9 d'être extraites de façon économiquement rentable.

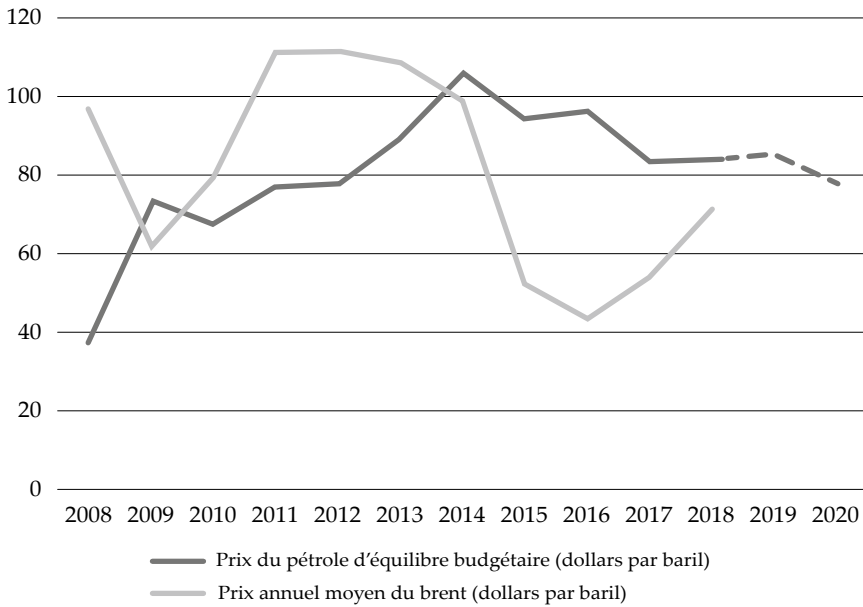
2. « Statistical Review of World Energy », BP, 2019, voir sur : <www.bp.com>.

3. « Saudi Arabia: 2019 Article IV Consultation – press release and staff report », FMI, septembre 2019, chiffres consultables sur : <www.imf.org>.

4. Entre 1990 et 2015, elles ont été multipliées par 5 pour atteindre 87,1 milliards de dollars en 2015, les deuxièmes les plus élevées au monde après les États-Unis. En 2018 elles représentaient plus d'un quart du budget de l'État, soit 67,5 milliards de dollars.

0,2 % en 2019, et a connu une année de récession en 2017. Le déficit public a augmenté, atteignant 6,5 % du PIB en 2019, après un record de 17,2 % en 2016. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit quant à lui que la croissance saoudienne augmentera dans les prochaines années, tout en demeurant faible : légèrement supérieure à 2 %⁵.

Équilibre budgétaire de l'Arabie Saoudite en dollars par baril



Source : MCD Regional Economic Outlook (MCDREO), FMI, mai 2019; EIA Data, avril 2019.

Les EAU représentent la deuxième économie de la région, avec un PIB de 405 milliards de dollars en 2019. La dépendance vis-à-vis des revenus pétroliers y est moins forte grâce à une économie plus diversifiée. Les revenus gouvernementaux liés au pétrole étaient estimés à 79 milliards de dollars en 2019, et devraient progressivement diminuer pour atteindre 77 milliards de dollars en 2023. L'État est parvenu à enclencher une croissance du secteur non pétrolier, et à augmenter ses recettes fiscales. La croissance du secteur non-pétrolier (3,9 % en 2019) est plus élevée que la croissance du secteur pétrolier (3,1 % la même année), et cette tendance devrait se confirmer.

Contrairement à l'exemple de l'Arabie Saoudite, le déficit fiscal des EAU reste modéré : il s'établissait à 3,4 % du PIB en 2015, et s'est réduit

5. « Saudi Arabia: 2019 Article IV Consultation », *op.cit.*

progressivement pour atteindre 1,6 % en 2018. Le FMI projette que l'équilibre fiscal sera atteint en 2019, avec un excédent budgétaire équivalant à 1,8 % du PIB, grâce notamment à l'augmentation des revenus non liés à l'énergie, ainsi qu'à la mise en place progressive de réformes conduisant à la baisse des subventions sur l'eau et l'énergie. L'excédent budgétaire devrait rester stable dans les prochaines années et atteindre 1 % du PIB en 2024⁶.

Les pays producteurs membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont mis du temps à réagir à la baisse des prix du pétrole. Suite aux premiers surplus sur le marché du pétrole, en 2014, qui laissaient prévoir une baisse des cours du brut, le Royaume saoudien a d'abord soutenu le maintien à niveau constant de la production. Le but affiché était de garder les prix du brut assez bas suffisamment longtemps

La concurrence avec les pays non-OPEP est vive

pour que les producteurs historiques conservent leurs parts de marché et en excluent les producteurs les moins compétitifs, en particulier les producteurs de pétrole non conventionnels nord-américains. Mais face à la résilience de ces derniers et à l'aggravation de la situation économique et budgétaire, l'Arabie Saoudite s'est finalement résolue à une stratégie de coupes de production, pour stabiliser les prix du brut à des niveaux plus élevés. De manière inédite, une alliance élargie notamment à la Russie fut conclue, dite « OPEP+ ». Avec la remontée des prix qui a suivi, l'état des finances des économies du Golfe s'est amélioré. Mais la concurrence avec les pays non-OPEP, qui n'ont de cesse d'accroître leur production, reste vive⁷.

Les États du Golfe ont ainsi été incités à envisager des nouvelles réformes, pour rendre leurs économies moins dépendantes des exportations pétrolières et stimuler le développement du secteur privé, afin de faire face à l'arrivée massive de jeunes, diplômés pour la plupart, sur le marché du travail. Mais la structure rentière de leurs économies est profondément enracinée, et rend ces transformations difficiles.

Pour diversifier leurs économies, l'Arabie Saoudite et les EAU doivent relever le défi de l'éducation, de l'innovation et de l'industrialisation, ce qui nécessite d'importants investissements, dans le contexte d'une baisse des rentes pétrolières. Une course contre la montre s'engage pour

6. «IMF Staff Completes 2019 Article IV Mission to the United Arab Emirates», FMI, 6 novembre 2019, disponible sur : <www.imf.org>.

7. M.-A. Eyl-Mazzega (dir.), «Navigating the Storm: OPEC+ Producers Facing Lower Oil Prices», *Études de l'Ifrri*, Ifrri, juin 2018, disponible sur : <www.ifrri.org>.

ces pays, qui vont devoir financer la diversification de leurs économies avant que leur rente pétrolière ne se tarisse.

Des stratégies de diversification économique inégalement engagées

Les EAU ont commencé à diversifier leur économie de façon précoce. Cela s'explique en partie par la structure du système politique des EAU, organisé en fédération, dont les différents émirats ont des poids économique et démographique très différents. Abou Dhabi est de loin le plus riche des émirats, et domine l'ensemble : il possède plus de 94 % des réserves pétrolières de la fédération, suivi par Dubaï et Charjah.

Dubaï a joué un rôle pionnier dans la diversification de l'économie des EAU. Avec une tradition rompue au commerce, le deuxième des émirats ne disposait que d'environ 4 % des réserves totales d'hydrocarbures de la fédération. Assez, donc, pour pouvoir financer d'importantes infrastructures, tout en incitant l'État à se préoccuper de la diversification de l'économie. Le port artificiel de Jebel Ali a vu le jour dès 1977, et la zone franche qui le jouxte en 1985⁸. Dubaï est aujourd'hui le 9^e plus grand port de la région en termes de trafic annuel de conteneurs, et le 3^e hub aérien, ainsi qu'une des principales places financières mondiales. C'est aussi un hub touristique. Dubaï est pourtant loin d'être indépendant : il a été profondément touché par la crise de 2008, et a été renfloué par Abou Dhabi.

En Arabie Saoudite, le nouveau plan de diversification de l'économie *Vision 2030* est arrivé tardivement en comparaison de celui des EAU, et fait suite à de nombreuses initiatives infructueuses, entamées depuis les années 1970⁹. Rendu public par le nouveau prince héritier Mohammed Ben Salmane (MBS) en avril 2016, il fixe les objectifs du Royaume à l'horizon 2030. Le plan de transformation national (National Transformation Plan – NTP) doit établir les éléments pratiques qui permettront d'atteindre les objectifs de la *Vision 2030*. Ce plan a deux principaux objectifs : diversifier l'économie saoudienne (tourisme, villes nouvelles, technologies), et libéraliser l'économie pour permettre le développement du secteur privé. Pour accroître les recettes de l'État non liées au pétrole, ce plan s'accompagne de la mise en place de réformes fiscales, comme la taxe sur la valeur ajoutée.

La libéralisation économique ne se fait pas sans résistances. En Arabie Saoudite, le plan de privatisation de l'aéroport de Riyad, présenté comme

8. P. Cadène et B. Dumortier, *Atlas des pays du Golfe*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne et Radio France Internationale, 2011.

9. M.-A. Eyl-Mazzega (dir.), « Navigating the Storm: OPEC+ Producers Facing Lower Oil Prices », *op.cit.*

un exemple de volontarisme, a été mis en suspens : la privatisation commençait à ressembler à un contrat de délégation de service public plus qu'à une vente au secteur privé¹⁰. L'introduction en Bourse de l'entreprise nationale pétrolière Saudi Aramco en est un autre exemple. La valeur de l'entreprise a été « évaluée » par le prince héritier, avant sa privatisation, à plus de 2 000 milliards de dollars¹¹. Mais nombre d'analystes financiers ont émis des doutes sur le bien-fondé de cette évaluation. Après plusieurs années de reports, 1,5 % des parts de Saudi Aramco ont été mises en vente sur la bourse de Riyad en décembre 2019, rapportant au total près de 29,4 milliards de dollars¹². Face au manque d'intérêt et de confiance des investisseurs internationaux, ce sont finalement les épargnants et investisseurs saoudiens ainsi que des pays alliés, notamment des EAU, qui se sont mobilisés, en étant vivement incités à le faire¹³. Toutes ces mesures auraient contribué à gonfler artificiellement le cours des actions, et font que l'évaluation de l'entreprise est aujourd'hui contestée.

Les fonds souverains saoudien et émirati sont parmi les plus importants au monde, et devraient jouer un rôle clé pour financer la diversification des économies des deux monarchies. Ils ont pourtant connu ces dernières années des performances mitigées, et investissent beaucoup à l'étranger. Le Fonds public d'investissement saoudien (PIF) a plus de 300 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Il multiplie les investissements à l'extérieur, qui s'apparentent parfois à des paris : il a ainsi investi 45 milliards de dollars dans le fonds technologique *Vision fund I* mené par le charismatique Masayoshi Son. Sa performance a toutefois été très mitigée depuis son lancement.

Le fonds émirati Abu Dhabi Investment Authority (ADIA) est le troisième plus important fonds souverain au monde (estimé à 697 milliards de dollars d'actifs). Il investit lui aussi beaucoup à l'étranger, notamment dans le secteur des hautes technologies et dans d'autres actifs non liés au pétrole. Le principal enjeu de ces fonds souverains va être d'investir plus

10. A. Al Omran, « Saudi Arabia's Privatisation Goals Fall Short on Progress », *Financial Times*, 18 octobre 2019, disponible sur : <www.ft.com>.

11. « Saudi Arabia's Reform Effort Is Shallow and Vulnerable », *Financial Times*, 30 octobre 2019, disponible sur : <www.ft.com>.

12. Suite à l'exercice de l'option de surallocation, 450 millions de parts supplémentaires ont été libérées, ce qui a augmenté les revenus de la vente de 25,6 à 29,4 milliards de dollars. Voir A. Raval, « Saudi Aramco Stretches Away as Top IPO after Extra Sale », *Financial Times*, 12 janvier 2020, disponible sur : <www.ft.com>.

13. A. Raval, « Questions Hang over Saudi Aramco's Colossal Valuation », *Financial Times*, 9 novembre 2019, disponible sur : <www.ft.com>. A. Al Omran et A. Raval, « Saudi Aramco Shares Jump 10% in Oil Groups Trading Debut », *Financial Times*, 11 décembre 2019, disponible sur : <www.ft.com>.

pour stimuler de nouveaux secteurs et aider les économies nationales à se diversifier en œuvrant au développement du secteur privé.

La diversification énergétique au cœur de la stratégie économique des Émirats et du royaume saoudien

Le secteur énergétique est au centre de la stratégie de diversification économique des EAU et de l'Arabie Saoudite. La priorité de toutes leurs politiques énergétiques est la sécurisation des revenus issus des exportations de pétrole, qui devraient être (en principe) investis dans la diversification de l'économie nationale.

La stratégie énergétique des EAU et de l'Arabie Saoudite a trois volets principaux : étendre la part du gaz dans le mix énergétique ; diversifier le mix électrique avec le déploiement des énergies nouvelles : renouvelables et nucléaire ; mieux gérer la demande et encourager l'efficacité énergétique, le gaspillage énergétique des deux États étant très important. Ceci, afin de couvrir leurs importants besoins d'énergie, de réduire leurs consommations nationales de pétrole, et donc de dégager des revenus supplémentaires d'exportation tout en développant une base industrielle.

Les EAU et l'Arabie Saoudite ont fait le choix de développer le gaz dans leur mix énergétique, notamment pour la production d'électricité et les engrais, ce qui les a conduits à chercher à développer encore davantage l'exploitation de leurs ressources gazières.

Du fait de leur croissance économique et démographique, ainsi que de l'expansion de leur consommation d'électricité, les Émirats sont devenus importateurs nets de gaz en 2008. Les EAU importent environ 18 Gm³ de gaz depuis le Qatar via le gazoduc Dolphin, et ce en dépit de la crise diplomatique. Devant l'augmentation substantielle de la consommation de gaz dans la fédération, les EAU cherchent aussi à développer leur production à partir de champs gazières jusqu'alors jugés insuffisamment attractifs. Par exemple, le champ gazier de Shah, découvert en 1967, n'a commencé sa production qu'en 2015.

Les Émirats sont devenus importateurs nets de gaz en 2008

Pour catalyser la production des ressources nationales et attirer des investisseurs étrangers, les EAU ont commencé à octroyer pour la première fois de leur histoire des licences d'exploration. En 2018, le ministre de l'Énergie des EAU et PDG d'ADNOC (Abu Dhabi National Oil Company),

a annoncé qu'Abou Dhabi allait lancer son tout premier appel d'offres concurrentiel pour l'exploration et l'exploitation de champs pétroliers et gaziers dans la région¹⁴. Cette même année, les États de Sharjah et de Ras al Khaimah ont annoncé des mesures similaires. Alors qu'un boom des importations de GNL était envisagé voici quelques années, notamment dans le secteur de l'électricité, et justifiait différents projets de terminaux d'importation, les perspectives d'importation de GNL ont été revues à la baisse : conséquence des projets internes de production de gaz, mais aussi de la concurrence d'une électricité solaire très bon marché.

La dépendance du Royaume saoudien au gaz pour sa production d'électricité est de plus en plus importante. En 2017, plus de 64 % de son électricité était produite à partir de gaz naturel, et 36 % à partir de pétrole – une part en forte baisse¹⁵. Du fait de la lenteur du développement de ses énergies renouvelables, l'Arabie Saoudite cherche elle aussi à développer sa production de gaz, conventionnel et non conventionnel. L'objectif du Royaume est de doubler sa production totale dans les dix prochaines années¹⁶. Contrairement aux EAU, le Royaume saoudien couvre sa consommation nationale de gaz avec sa propre production (il a produit et consommé 112 Gm³ en 2018¹⁷), et voudrait même devenir exportateur net. En dépit de cette intention affichée, les doutes subsistent sur sa capacité à exporter du gaz dans les prochaines décennies. Les EAU et l'Arabie Saoudite visent aussi à diversifier leur mix énergétique en développant les énergies alternatives, profitant ainsi de l'immense potentiel en énergies renouvelables, notamment solaire, de la région.

Dans le cadre de sa *Vision 2030*, l'Arabie Saoudite met en place un programme de développement des énergies renouvelables visant à augmenter considérablement leur part dans le mix électrique national. De multiples annonces de projets ont été faites, mais les avancées réelles sont encore peu nombreuses, si bien que les objectifs ne semblent pas en passe d'être atteints. Le Royaume a l'intention d'installer plus de 40 GW de photovoltaïque (PV) et 2,7 GW de solaire thermodynamique (Concentrated Solar Power, CSP) d'ici 2030, et environ 20 GW de PV d'ici cinq ans, pour atteindre 27,3 GW d'énergies renouvelables en 2023 – contre 9,5 GW prévus initialement¹⁸. En 2019, la centrale solaire Sakaka, d'une capacité

14. « Abu Dhabi Launches Six Historic Oil and Gas Licensing Opportunities », *Business Wire*, 10 avril 2018, disponible sur : <www.businesswire.com>.

15. Voir les statistiques de l'IEA consultables sur : <www.iea.org>.

16. R. Goswami, « Oil and Gas Regulation in Saudi Arabia », Thomson Reuters Practical Law, 1^{er} février 2019, disponible sur : <<https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com>>.

17. « Statistical Review of World Energy », *op.cit.*

18. R. Goswami, « Oil and Gas Regulation in Saudi Arabia », *op. cit.*

de 300 MW, développée par le saoudien ACWA Power, a commencé à produire. Plus récemment, le Royaume a avancé la mise en place de son appel d'offres pour ajouter 1,4 GW de solaire au réseau. Dans l'éolien, un accord financier a été trouvé pour un projet terrestre de 400 MW mené par EDF et Masdar.

Les EAU se positionnent comme acteur central dans les énergies du futur. Bien que faisant partie des plus importants producteurs et consommateur d'hydrocarbures au monde, les Émirats ont réussi à obtenir que le siège social de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) s'installe à Abou Dhabi. Les EAU sont devenus un hub des technologies bas-carbone. En 2017, le ministère de l'Énergie des EAU a annoncé une nouvelle stratégie énergétique pour 2050, qui définit un certain nombre d'objectifs énergétiques pour la moitié du siècle. Dans le secteur électrique, les EAU visent 44 % d'énergie propre, 38 % de gaz naturel, 12 % de « charbon propre », et 6 % de nucléaire. La stratégie pour l'énergie propre de Dubaï (DCES) 2050 fixe à 7 % la part des énergies propres dans l'ensemble des sources de production d'ici 2020, 25 % d'ici 2030 et 75 % d'ici 2050, tandis que l'émirat cherche aussi à réduire la demande en énergie et en eau de 30 % d'ici 2030.

Les EAU se positionnent comme un acteur central dans les énergies du futur

Sur le sol national, les EAU poursuivent des objectifs de développement d'énergie solaire de très grande échelle. C'est le cas du projet de parc solaire Mohamed Ben Rachid Al Maktoum (MBR), qui pourrait devenir la plus grande centrale solaire au monde (5 GW), une fois toutes les phases réalisées (la première a commencé dès 2013). Le projet s'est illustré par des tarifs au kWh parmi les plus bas du monde, lors de la quatrième et de la cinquième phase du projet, emportées par ACWA (900 MW pour \$0,0169/kWh). Les EAU s'approprient aussi à mettre en service progressivement ces prochaines années les quatre réacteurs nucléaires APR de 1 400 MW commandés à KEPCO, à condition qu'ils parviennent à disposer des capacités humaines pour les opérer.

Pour gérer l'augmentation de leur demande énergétique interne, les EAU et l'Arabie Saoudite mettent en place un autre volet de leur politique énergétique, qui vise à améliorer l'efficacité énergétique.

La large politique de redistribution des richesses, avec la mise en place de prix subventionnés dans les secteurs de l'énergie et de l'eau, s'est traduite par des décennies de gratuité qui ont favorisé d'importants

gaspillages. Avec la croissance économique de l'Arabie Saoudite et des Émirats, leur climat chaud et aride qui demande une énergie considérable pour les réseaux de refroidissement et le dessalement, ces États se classent parmi les plus grands consommateurs d'énergie par habitant au monde. Le Qatar est en tête de ce classement, avec une consommation, en 2018, de plus de 749,7 gigas joules par habitant (GJ/h), les EAU sont quatrièmes – juste derrière Singapour –, avec 492,3 GJ/h, et l'Arabie Saoudite arrive en neuvième position du classement, avec plus de 323,4 GJ/h. À titre de comparaison, la France consommait cette même année 155,7 GJ/h¹⁹.

Parallèlement à l'augmentation de la consommation d'énergie par habitant, l'accroissement démographique a eu une forte incidence sur l'augmentation de la consommation d'énergie et d'électricité à l'échelle nationale. Entre 1980 et 2017, la population saoudienne a plus que doublé, pour atteindre plus de 33 millions d'habitants. La population totale des EAU a été multipliée par 8 depuis 1980²⁰. Les économies des deux pays sont devenues de plus en plus énergivores, et leur consommation d'électricité a augmenté plus rapidement que la croissance économique. Entre 2007 et 2017, le PIB a crû de 65 % en Arabie Saoudite, de 54 % aux EAU, alors que la consommation d'électricité augmentait respectivement de plus de 80 % et de 73 %²¹.

Au niveau national, les EAU visent une amélioration de l'efficacité énergétique de 40 % dans un contexte de croissance annuelle de la demande d'électricité de 6 %. Quant aux émissions de gaz à effet de serre, ils visent une réduction de 70 % des émissions de carbone provenant de la production d'électricité. Si les EAU affichent globalement des objectifs d'efficacité énergétique et de décarbonation, la mise en place d'objectifs et de politiques énergétiques reste à la discrétion des différents émirats. Le département de l'Énergie d'Abou Dhabi a ainsi annoncé une stratégie visant à réduire de 22 % la consommation d'énergie et de 32 % la consommation d'eau dans la prochaine décennie. Ce volet se traduit concrètement en deux axes pour les EAU : l'architecture climatique et les transports. L'efficacité énergétique des bâtiments étant très faible, le gouvernement a commencé à mettre en place des normes de construction et d'efficacité énergétique. Dubaï et Abou Dhabi ont mis en place d'importants projets de transports en commun, la voiture individuelle restant la norme²². Enfin, parallèlement aux réformes baissant les subventions

19. «Statistical Review of World Energy», *op.cit.*

20. «World Population Prospects», UN, 2019, disponible sur : <<https://population.un.org>>.

21. Banque mondiale, World Development Indicators, chiffres consultables sur : <<http://datatopics.worldbank.org>>.

22. P. Cadène et B. Dumortier, *Atlas des pays du Golfe*, *op.cit.*

énergétiques, les EAU ont lancé différentes initiatives de communication sur la consommation et les subventions, pour sensibiliser les citoyens aux prix de l'énergie.

En Arabie Saoudite, le gouvernement se concentre sur la baisse des subventions énergétiques. Celles-ci ont favorisé l'émergence d'industries intensives en énergie comme la pétrochimie ou la métallurgie. Avec la baisse des revenus du pétrole, ces subventions sont devenues un poids considérable pour le budget de l'État. Au creux de la baisse des prix du pétrole, en 2015, elles représentaient environ 300 milliards de riyals saoudiens, soit presque 81 milliards de dollars²³. Les subventions sur l'électricité et l'essence ont d'ores et déjà été réduites de moitié. Les prix du gazole vont continuer d'être augmentés progressivement, pour atteindre leur niveau normal d'ici 2025, ceux du gaz naturel vont atteindre 75 % du prix cible entre 2020 et 2022, et celui de l'électricité va être augmenté pour atteindre 100 % du prix prévu d'ici 2025²⁴.

Une diversification des relations économiques et diplomatiques vers l'Asie

L'augmentation de la demande mondiale de pétrole et de gaz a été principalement portée ces dernières années par les pays asiatiques. En 2018, les plus gros importateurs de brut ont été : la Chine (464 Mt), les États-Unis (386 Mt), l'Inde (227 Mt) et le Japon (151 Mt). En dix ans, les importations de la Chine et de l'Inde ont augmenté respectivement de 213 % (218 Mt en 2008) et de 152 % (150 Mt en 2008). Les plus grands importateurs de GNL mondiaux ont été : le Japon (113 Gm³), suivi de la Chine (73 Gm³), de la Corée du Sud (60 Gm³), de l'Inde (30 Gm³) et de Taïwan (23 Gm³)²⁵.

Face au déplacement du centre de gravité de la demande mondiale d'hydrocarbures, de nouveaux liens énergétiques et économiques se sont tissés entre les pays du Golfe et l'Asie. La région asiatique et pacifique a ainsi été la destination de près de 68 % des exportations de brut de l'Arabie Saoudite et 93 % des exportations des EAU en 2018. La même année, le Japon a été le premier importateur de brut saoudien et émirati, et a représenté 15,6 % et 29,6 % de leurs exportations respectives²⁶. L'évolution de la régulation, avec l'ouverture des secteurs énergétiques, a permis de renforcer les liens économiques entre les deux régions.

23. M.-A. Eyl-Mazzega (dir.), « Navigating the Storm: OPEC+ Producers Facing Lower Oil Prices », *op.cit.*

24. R. Goswami, « Oil and Gas Regulation in Saudi Arabia », *op.cit.*

25. « Statistical Review of World Energy », *op.cit.*

26. *Ibid.*

Aux EAU, les Japonais sont montés au capital de plusieurs concessions pétrolières dans l'émirat d'Abou Dhabi²⁷. De même, en juillet 2019, Korea National Oil Corporation et GS Energy (Corée du Sud), ont commencé à produire du pétrole aux EAU, dans le cadre d'un consortium avec l'entreprise nationale ADNOC²⁸. Les EAU cherchent, de plus, à devenir le premier partenaire régional de l'initiative chinoise des Routes de la soie. À titre d'exemple, la quatrième phase du projet de parc solaire MBR a été remportée par un consortium comprenant ACWA, le Fonds de la Route de la soie et Shanghai Electric²⁹.

Les domaines de coopération se sont beaucoup élargis ces dernières années, notamment dans le secteur de la défense et de l'armement, reflétant le relatif retrait stratégique américain. Le président Donald Trump, lors d'un discours prononcé à Riyad en 2017, avait appelé les nations du Moyen-Orient à moins compter sur les Américains pour assurer leur sécurité. Si ceux-ci entendent conserver leurs bases militaires, ils semblent toutefois déterminés à jouer un rôle moins proactif que par le passé.

Si les liens énergétiques, économiques et diplomatiques, principalement avec l'Asie, se sont grandement renforcés, cela ne doit pas être vu comme une volonté de s'émanciper des États-Unis, ou des partenaires européens. Il s'agirait plutôt d'une diversification des alliances des pays du Golfe face à un contexte régional tendu et à une politique extérieure américaine difficilement prévisible³⁰.

Les réformes énergétiques continueront aux EAU et en Arabie Saoudite. Il existe une vraie volonté politique de remplir les objectifs liés au développement des énergies renouvelables, nucléaire et gazière, ainsi que de mettre en place des standards d'efficacité énergétique, à condition que ceux-ci ne soient pas trop contraignants pour l'activité économique. En somme, les objectifs qui mettent l'accent sur l'investissement, la protection des intérêts commerciaux et financiers, seront plus susceptibles d'être atteints que ceux qui passent par la mise en place de politiques environnementales restrictives.

27. J.-L. Samaan, *Strategic Hedging in the Arabian Peninsula: The Politics of the Gulf-Asian Rapprochement*, Londres, RUSI, 2018.

28. S. Ji-hye, «KNOC, GS Energy Become First in Korea to Produce Oil in UAE», *Korea Herald*, 2 juillet 2019, disponible sur : <www.koreaherald.com>.

29. «Renewable Energy Shaping the Future of Sustainability», Government.ae, 4 janvier 2020, disponible sur : <www.mediaoffice.ae>.

30. J.-L. Samaan, *Strategic Hedging in the Arabian Peninsula*, op.cit.

Les principales incertitudes portent sur la capacité de ces régimes à faire du secteur privé le moteur d'une nouvelle croissance économique, ainsi qu'à faire face à l'accroissement démographique et à l'afflux massif de jeunes sur le marché du travail. Avec la baisse des revenus liés aux ressources pétrolières, l'Arabie Saoudite et les EAU sont contraints de passer d'un système d'économie rentière à un système d'économie productive. Ils vont donc devoir trouver de nouvelles sources de légitimité, qui peuvent mener soit à une plus grande ouverture, économique et politique, soit à un durcissement des régimes en place³¹.



Mots clés

Pétrole
Transition énergétique
Énergies renouvelables
Golfe Arabo-Persique

31. M. Bradshaw, T. Van de Graaf et R. Connolly, «Preparing for the New Oil Order? Saudi Arabia and Russia», *Energy Strategy Reviews*, vol. 26, novembre 2019, disponible sur : <www.sciencedirect.com>.

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2020

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traitent vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

